

***Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et  
l'environnement***

**Conseil d'administration**

**Séance du 17 mars 2022**

**Délibération n°5.2.3**

Le 17 mars 2022, le Conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en présentiel à Angers.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de présents : 27

Membres représentés (procuration) : 7

Quorum : 19

**Point 5– Gouvernance : Finances**

**Délibération 5.2.3 - Demande de remise gracieuse**

**Visa :**

Vu le IX de l'article 60 modifié de la loi de finances n°63-156 du 23 février 1963

Vu le décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, notamment son article 9 ;

Vu le décret n°2021-1723 du 20 décembre 2021 portant intégration de l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement (Agrosup Dijon) à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement ;

Vu décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 4 janvier 2021 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement - Mme WACK (Anne-Lucie) ;

Vu l'article 8 du décret n° 2008-228 du 5 mars 2008 relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptes publics et assimilés ;

Vu le décret n°2008-828 du 05 mars 2008 relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptes publics et assimilés

Sur proposition de la Directrice générale,

**Exposé des motifs :**

La possibilité, pour les agents comptables, de présenter une demande en remise gracieuse des débits mis à leur charge est un droit prévu par l'article 60 de la loi de 1963 et les articles 8 à 11 du décret n° 2008-228 du 5 mars 2008 relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptes publics et assimilés.

Au titre d'un débit administratif, la demande est présentée par l'Agent comptable mis en cause après la notification d'un ordre de versement émis par la DGFIP.

Conformément à l'article 3 du décret n°2008-228 du 05 mars 2008, l'Agent comptable peut, dans le délai de 15 jours suivant la notification du débit, solliciter un sursis de versement auprès du ministre du budget.

La demande est toujours faite auprès du Ministre chargé du Budget, mais elle doit **obligatoirement** être soumise pour avis au directeur de l'établissement, au conseil d'administration de l'établissement et au ministre de tutelle.

La demande en remise gracieuse ne se présume pas. Elle doit être écrite, datée et signée de l'agent comptable ou de ses ayants droits. Elle doit être systématiquement accompagnée d'une demande explicite de sursis de versement. Elle doit être motivée. L'Agent comptable peut ainsi invoquer toutes les circonstances qu'il estime de nature à atténuer sa responsabilité (absence de lésion des intérêts, circonstances d'apparition du débet, situation du poste comptable, des effectifs, difficultés de gestion particulières, situation personnelle...).

Pour les Agents comptables, la phase la plus importante est l'obtention de l'avis favorable du Conseil d'Administration sur la demande en remise gracieuse. A défaut de cet avis favorable, le Ministre sera contraint d'émettre une décision de rejet de la demande et le débet devra être payé par l'agent comptable

### **Éléments de contexte**

En date du 28 octobre 2021, le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance a transmis un ordre de versement de 15 476,25 € à M. Gilbert LEAL, agent comptable de Montpellier SupAgro sur la période du 21 septembre 2015 au 31 décembre 2019. Celui-ci a été corrigé le 03 février 2022 pour s'établir à 13 298,55 €.

Le motif évoqué fait état d'erreurs d'émargement sur 12 titres de recettes émis au nom du FAFSEA, de la FAFIEC, 1 au nom d'OPCALIM et 1 au nom de FORCO OPCAM.

Le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance a considéré que l'Agent comptable avait commis une erreur en n'émargeant pas les bons titres et l'a déclaré responsable des non recouvrements. Il a considéré que la régularisation du déficit constaté ne pouvait être obtenue que par la mise en jeu de la responsabilité personnelle et pécuniaire de l'Agent comptable en poste à la date des faits

A sa prise de fonctions, début 2020, l'agent comptable entrant a engagé des poursuites à l'encontre des organismes afin d'obtenir le recouvrement des 13 titres concernés. Les établissements ont, alors, communiqué les éléments probants justifiant le paiement de ces 13 créances. L'action en recouvrement est donc terminée. Par ailleurs, des recherches nombreuses et approfondies ont été menées et n'ont pas permis de rétablir la bonne imputation des versements initiaux.

Conformément à l'article 8 du décret n° 2008-228 du 5 mars 2008 relatif à la constatation et à l'apurement des débet des comptables publics et assimilés, M. Gilbert LEAL souhaite formuler une demande de remise gracieuse pour cette charge, intérêts compris, pour les raisons suivantes :

- Les sommes versées par ces organismes étaient souvent identiques et régulièrement non accompagnées de justificatifs permettant d'identifier les créances effectivement payées. Aucune référence ne permettant d'identifier les titres concernés, les recouvrements ont été portés sur les factures les plus anciennes ;
- Durant sa gestion, sur un montant de prise en charge de 20 millions d'euros, chaque année, très peu de titres ont été comptabilisé en non-valeur, principalement des titres concernant des étudiants partis à l'étranger et donc irrécouvrables (2015 : 30 788 €, 2016 : 5 066,47 €, 2017 : 40 670, 04 €, 2018 : 33 347,57 €, 2019 : 0) ;
- Le pourcentage et le nombre de restes à recouvrer était faible : 0,5 % des prises en charge 2018 (35 titres) et 0,12 % des prises en charge 2017 (14 titres) ;
- Des relances amiables ont été adressés aux organismes qui n'ont pas réagi ;
- Les conditions d'activité en 2019 étaient particulièrement complexes avec les travaux de création de l'Institut Agro

Il convient également de préciser que des mesures correctives ont été prises depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Désormais, les sommes payées par les organismes de formation ne sont imputées définitivement qu'après réception de l'avis

de versement précisant la référence de la créance payée. Aussi, à ce jour, il n'existe aucun titre non recouvré, émis sur 2020, à l'encontre d'organismes de formation.

Il est important d'ajouter que L'institut Agro engage une réflexion sur la réorganisation de sa chaîne financière, avec l'accompagnement d'un prestataire. L'un des objectifs est d'améliorer la lisibilité de la situation budgétaire et comptable de l'institut Agro en 2022, à partir des premiers chantiers prioritaires du plan d'action finances.

Il est demandé aux membres du conseil d'Administration de porter un avis sur la demande de remise gracieuse formulée par M. Gilbert LEAL, le 18 novembre 2021.

Le dossier sera ensuite transmis au Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation pour avis, avant de l'envoyer au Ministère chargé du Budget qui prendra la décision portant remise gracieuse.

### **Conséquences**

Si la remise gracieuse est acceptée par l'ensemble des parties, elle aura pour effet d'éteindre la dette de l'Agent comptable mis en cause vis-à-vis de l'établissement. L'agent comptable sera ainsi déchargé de sa responsabilité.

Les décisions de remises gracieuses se traduisent en comptabilité générale par une charge de fonctionnement. Elles n'ont pas d'impact budgétaire.

### **Propositions**

Il est proposé aux membres du Conseil d'Administration d'émettre un avis favorable à la demande de remise gracieuse de M. Gilbert LEAL formulée le 18 novembre 2021 pour un montant total de 13 298,55 euros (treize mille deux cent quatre-vingt-dix-huit euros et 55 cts).

**ADOPTÉ :** à l'unanimité des membres présents ou représentés

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 17 mars 2022 approuve la demande de remise gracieuse formulée par M. Gilbert LEAL, le 18 novembre 2021, pour un montant total de 13 298,55 euros (treize mille deux cent quatre-vingt-dix-huit euros et 55 cts).

Fait à Angers, le 17 mars 2022

**Le Président du Conseil d'administration,  
Dominique Chargé**